

**Document préparatoire à la réunion du vendredi 21 décembre 2001 - 10h30 - Mairie de Kourou  
Pour communication préalable à M. le Préfet, Mme le Procureur, M. le Maire de Kourou**

Méthode SCORE - Symptômes – Causes – Objectifs – Résultats – Evaluations

Les Femmes de Kourou ne sont pas là pour être rassurées. : elles savent que la population vit dans le danger. Elles souhaitent que toutes les structures et toutes les énergies existantes soient mobilisées et fédérées pour ne plus avoir à vivre dans cet environnement de violence.

Les Femmes de Kourou ne défendent ni des idées ni un idéal, quel qu'il soit, elles ne sont là que par pure nécessité, et ne demandent que leur droit : le droit de vivre en paix.

Pour ce faire, elles ont été mandatées par .... qui ont soutenu leur action par une pétition signée durant ces derniers jours.

## **SYMPTOMES :**

- PERTE TOTALE DE LA CONFIANCE ENVERS LES POUVOIRS PUBLICS : fracture entre la population qui subit et les gens au pouvoir à qui apparemment il n' arrive rien ; constat d'impunité ; les hommes s'arment, les milices se développent, les désirs de vengeance s'expriment ouvertement.
- INFLUENCE SUR LE COMPORTEMENT : sentiments de peur, morosité, méfiance, sentiment permanent de suspicion, perte de convivialité, sentiments d'enfermement dû à la surprotection (grilles aux portes et fenêtres), difficultés relationnelles, montée du racisme et de la xénophobie. Baisse de fréquentation des lieux de convivialité (cocoteraie, etc...).
- INFLUENCE SUR LA SANTE : troubles du sommeil, dépression, sentiment de peur transmis aux enfants. Traumatismes importants chez les victimes, dont certaines se sont vues menacées de mort pendant des heures, avec leur famille.
- INFLUENCE SUR LA VIE SOCIALE : sentiment d'échec après 35 ans de vie à Kourou (témoignage de Mr Darrigade) pour ceux qui avaient élu la Guyane comme terre d'accueil ; les femmes ne peuvent porter plus de bijoux (on les culpabilise, par contre, les délinquants les exhibent) ; aucune écoute et pas d'assistance ; délit de faciès systématique. Incivilités permanentes.  
Dans les commerces : perte de clientèle pour les commerçants ; perte de valeur du fonds de commerce ; les magasins et les restaurants sont fermés à clé : plus d'entrée libre. Les entrepreneurs hésitent à investir et à se développer.
- INFLUENCE SUR LA JEUNESSE : sentiment d'injustice de la jeunesse par rapport à leur perspective d'avenir ; restriction de l'autonomie des adolescents ; les jeunes adolescents ne veulent plus faire de baby sitting ; les enfants ne peuvent plus pratiquer d'activité sans être accompagnés des parents ; loi du silence des professeurs et des élèves ; sentiment d'injustice pour les enfants qui ne peuvent avoir la récompense de leurs efforts (bonne note = cadeaux = envie = violence).
- COUT DE LA SECURITE : La protection des citoyens, des habitations et des commerces, non assurée par les pouvoirs publics, engendre un surcoût, qui ne peut pas être assumé par les plus pauvres, d'où un sentiment accru d'injustice.

# CAUSES :

## VIOLENCE DE PROXIMITE ET VIOLENCE EXTERNE

### VIOLENCE DE PROXIMITE :

#### Les jeunes :

- 1000 jeunes dans la rue (entre 12 et 17 ans non scolarisés) livrés à eux-mêmes ;
- manque de projection dans l'avenir (insuffisance de formation)
- les délinquants n'ont pas peur des gendarmes ni des policiers qu'ils insultent
- aucune réponse aux incivilités; insuffisance de suivi par la société après la faute ?
- sentiment d'impunité ? (sentiment qui déclenche le sentiment d'insécurité)
- les mineurs ne sont pas mis en prison mais pas pour autant pris en charge par la société (les mêmes mineurs peuvent être impliqués dans des braquages successifs à qq jours d'intervalle)

#### Délinquance et Drogues :

- insuffisance des mesures d'intégration sociale ? insuffisance des moyens et des structures de prévention ; difficulté d'obtenir des financements ; insuffisance de travailleurs sociaux formés ? insuffisance de motivation des élus locaux sur la prévention ?
- invasion des drogues dures ; absence d'infrastructure curative ; structures existantes sous utilisées ?

#### Les armes en circulation :

- Par crainte, les Kourouciens se sont suréquipés (armes non déclarées, et donc non signalées lors des cambriolages)
- Les agresseurs sont aussi suréquipés, certains portent même la cartouchière en bandoulière (témoignage M. Karam).

### VIOLENCE D'IMPORTATION :

- Tentations suscitées par le haut niveau de vie du département sur le continent
- Délinquance d'importation : les milices chassées des sites d'orpillage reviennent vers les villes ??? (description de victimes : agresseurs en tenue para-militaire)
- Y aurait-il collusion entre délinquance d'importation et de proximité (la seconde servant d'inducement) ?
- Faiblesse du système de répression par rapport aux pays voisins
- Perte d'autorité et de crédibilité des pouvoirs publics : Services de la PAF inopérants ? : selon SGP FO, les services de la Police de l'Air et des Frontières seraient inopérants : sur 4711 reconduites à la frontière, 4558 n'auraient pas été admis par les pays voisins. Ils sont donc restés sur le territoire.

### IMPUNITÉ :

- Les victimes ne sont pas sécurisées à la gendarmerie : les conditions de reconnaissance des agresseurs sont insuffisantes. De la crainte toujours présente découle une hésitation quant à l'identification des agresseurs, qui se voient relaxés faute de preuves.

#### Absence d'observatoire de contrôle :

- les chiffres de Kourou sont vraisemblablement identiques à ceux de Cayenne : le syndicat de police en zone urbaine de Cayenne (SGP FO) annonce le doublement en un an des vols avec violence dans l'agglomération urbaine de Cayenne. A Kourou, aucun chiffre n'est communiqué.
- Aucune statistique mise à disposition de la population pour évaluer la nature de la délinquance, d'où une incompréhension accrue avec les pouvoirs publics.

DE TOUS CES ELEMENTS découle une totale démission de la société : triomphe de l'individualisme.

## **OBJECTIFS :**

### **RETABLIR LA CONFIANCE :**

- Retrouver la confiance et la convivialité ; Redonner l'optimisme économique ; Faire reculer le sentiment d'insécurité ; impliquer chaque habitant de la Guyane, quel que soit son rôle ou sa fonction.

### **PRIVILEGIER LA PREVENTION :**

- Identifier les structures existantes (CCPD, CCAS, ...)
- Mettre en place les structures manquantes
- Privilégier les financements de la prévention
- Renforcer les éducateurs sociaux
- Former des travailleurs sociaux

### **OPTIMISER LES STRUCTURES :**

- Utiliser de façon optimale toutes les structures, revoir leur mode de fonctionnement et leur efficacité. Analyser les échecs, et mettre au point des méthodes.

### **COORDONNER LES ACTIONS :**

- Identifier les partenaires politiques et les structures, et mettre en place les dispositifs.
- 
- CCPD : instance de concertation
- Activer l'étude préalable au CLS dans un délai à court terme ; mise en place d'action
- Réactiver le dispositif TRACE
- ?? Classement en ZEP des établissements scolaires ??

### **INFORMER ET REFORMER :**

- Faire un travail systématique d'information et de sensibilisation de la population
- Evaluer et quantifier la délinquance d'importation (les personnes reconduites à la frontière et non admises sont-elles ou non des délinquants : après sortie de prison ? , défaut de papiers ? etc...) et la délinquance de proximité.

### **Pour ne pas laisser se développer la xénophobie :**

- De plus en plus, les violences sont attribuées à "l'étranger", alors que la réalité ne semble pas en apporter la preuve (absence d'observatoire).
- Attirer l'attention sur l'importance de la main d'œuvre étrangère en Guyane. Revoir les conditions d'accueil.
- Bien différencier clandestins et malfaiteurs (les travailleurs clandestins font bien souvent le bonheur des malfaiteurs résidents en chemise blanche).
- Ne pas expulser systématiquement les travailleurs sans papiers mais tenter autant que possible de les régulariser (OMI).
- Revoir les conditions d'attribution des cartes de séjour aux femmes (elles sont souvent titulaires d'une carte de famille qui ne les autorisent pas à travailler).
- Mettre tout en œuvre pour que les malfaiteurs étrangers soient pris en charge par les pays voisins (avant ou après incarcération) : passer tous accords adéquats avec le Guyana et le Surinam.

# RESULTATS :

## BIEN IDENTIFIER LES PARTENAIRES DE LA PREVENTION (structures, personnes) OPERER UN SUIVI DES ACTIONS :

**1. Obtention du rapport du cabinet de consultant** pour entériner le constat sur l'insécurité pour relancer le CLS :

Résultat : Avoir une date précise et un nom de cabinet. Opérer un suivi.

**2. Identification des partenaires :**

Résultats : Liste des partenaires avec les interlocuteurs :

PJJ

MALUANA

AKATIJ

Dispositif TRACE

MO KE RIVE

Etc ...

**3. Réactivation des structures existantes et/ou création de nouvelles structures :**

**Réactivation du CCPD :**

Résultats :

Qui le compose ?

Rythme des réunions

Liste des commissions / groupes de travail ?

- Commission « Jeunesse et structure de proximité »  
Accentuer nos efforts sur la mobilisation des parents et apporter une solution aux problèmes des jeunes en errance. Mise en place des encadrements.
- Commission « Prévention de la toxicomanie, alcool »  
Création d'une structure permettant :
  - La mobilisation de l'environnement social et relationnel du toxicomane
  - L'accueil pour multiplier toutes les occasions de renouer le contact avec les toxicomanes
  - La sortie de la toxicomanie en développant les possibilités de cures et de post-cures
  - Le retour dans la société en aidant les ex-toxicomanes dans leur réinsertion sociale et professionnelle
- Commission « accompagnement et prise en charge des victimes »
- Commission « Ecole et ses partenaires face à la violence »

**4. Répartition des forces de police sur la ville :**

Résultats : Création d'un commissariat de police

**5. Informer pour fédérer :**

Résultats :

Mettre en place une communication externe quant aux résultats des mesures de prévention, des procédures judiciaires et des actions de la ville.